81e Assemblée générale de l'ONU : Le Burkina Faso porte la voix de l'AES et réclame un ordre mondial plus équitable

MALI
2025
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 02 OCTOBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Nourrir les Afriques : Cesser de financer des campagnes, commencer à bâtir un capital agricole



Mali-Égypte : Le numérique, la 5G et la formation au cœur des échanges au Caire



Espace AES : Les experts planchent sur les obstacles au commerce et à l'industrialisation

Sommaire







UNE /

Nourrir les Afriques : Cesser de financer des campagnes, commencer à bâtir un capital agricole — P 04

BRÈVES /

Mentor Day à la ZAP Mali : Le CNJ-Mali au contact des jeunes entrepreneurs agricoles — P 20

Urgences sanitaires : L'Afrique de l'Ouest renforce son arsenal juridique — P 20

Mali-Ghana : Accra réaffirme son attachement au dialogue avec Bamako et l'AES — P 21

81e Assemblée générale de l'ONU : Le Burkina Faso porte la voix de l'AES et réclame un ordre mondial plus équitable — P 22

ACTUALITÉ /

Mali-Égypte : Le numérique, la 5G et la formation au cœur des échanges au Caire — P 24

FACEJ SUGU 5 : Quatre jours pour valoriser le dynamisme entrepreneurial des jeunes au Mali — P 26

POLITIQUE /

Espace AES : Les experts planchent sur les obstacles au commerce et à l'industrialisation — P 28

À LA TRIBUNE DE L'ONU : Abdoulaye Diop décline la nouvelle doctrine du Mali — P 30

Fête de l'Indépendance : Abdoulaye Diop communie avec la diaspora malienne à New York — P 33

CULTURE & SOCIETÉ /

Mois du Tourisme 2026 : Le Mali mise sur le tourisme interne pour dynamiser les économies locales — P 36

INTERNATIONAL /

Liberia : Joseph Boakai appelle la diaspora à passer « du dialogue à l'action » — P 38

Soudan du Sud : Les femmes de l'État des Lacs interpellent les autorités sur leurs préoccupations — P 39

SPORT /

Championnat national de volley-ball 2026 : L'USFAS réalise le doublé — P 41

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Nourrir les Afriques : Cesser de financer des campagnes, commencer à bâtir un capital agricole



Jardins maraîchers au bord du fleuve Sénégal, à Kayes. L'eau est là ; ce qu'elle produira dépend de ce que les familles peuvent y investir.

Dr Hamed Sow

Consultant international

CEO EED-Consulting (https://eed-consulting.com)

Ancien ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali

Ancien Directeur du CDE (ACP-UE) à Bruxelles

L'Afrique n'a jamais autant produit, jamais autant dépensé pour son agriculture, jamais autant signé de déclarations. Elle n'a jamais compté autant de personnes souffrant de la faim. Ce paradoxe a une explication : l'argent public, bancaire et minier que nous mobilisons pour nous nourrir contourne en grande partie l'acteur le mieux placé pour de transformer durablement notre agriculture : l'exploitation familiale. Tant que le paysan restera le maillon de la chaîne alimentaire le moins capable d'accumuler, nous financerons la faim au lieu de la vaincre.

Le 5 septembre dernier, à Fana, la direction locale de la CMDT a présenté au ministre de l'Agriculture un chiffre qui résume notre difficulté mieux que bien des rapports : 12 123 hectares reconvertis, faute d'intrants arrivés en quantité et à temps. Des familles qui avaient préparé leurs champs pour une culture exigeante et rémunératrice ont dû se replier sur une autre, moins coûteuse et moins rentable. La cause première de ce recul se trouve à des milliers de kilomètres du bassin cotonnier, dans le détroit d'Ormuz. Sa fermeture de fait, à la fin du mois de février, a

presque doublé le prix mondial de l'urée. Or près de 30 % des engrais utilisés en Afrique subsaharienne proviennent du Proche-Orient.

Au même moment, l'État engage 164,39 milliards de FCFA dans la campagne 2026-2027 — subventions aux engrais et aux semences, appuis aux filières — avec un objectif de 11,92 millions de tonnes de céréales. L'effort est considérable et il faut le reconnaître. Mais il se reconduit d'année en année selon la même logique : acheter à l'étranger, sous la contrainte des devises et des délais maritimes, ce qui permettra de passer l'hivernage. Chaque campagne recommence à zéro. Une politique qui doit tout reconstruire à chaque saison des pluies ne transforme pas l'agriculture : elle l'entretient.

Ce qui s'est joué à Fana dépasse Fana. En 2025, pour la première fois, l'Afrique a compté plus de personnes souffrant de la faim que l'Asie, pourtant trois fois plus peuplée : 309 millions de personnes, soit un habitant sur cinq, contre 292 millions en Asie. Elles étaient 171 millions en 2010. Et cela alors que nos pays produisent davantage, dépensent davantage pour leur agriculture et viennent d'adopter à Kampala leur quatrième grande stratégie agricole en vingt ans. Plus de production, plus de dépenses, plus d'engagements, et pourtant plus de faim.

La thèse de cette tribune tient en une phrase. Nous devons passer d'une politique de campagne à une politique de capital. Il ne s'agit pas de supprimer le soutien aux producteurs, mais d'en changer la nature, pour qu'il laisse chaque année derrière lui quelque chose qui dure : un droit, un ouvrage, un sol plus fertile, un service, un marché. Car une agriculture se transforme lorsque ceux qui la pratiquent peuvent dégager un surplus, l'investir et recommencer ; or, dans nos pays, le paysan est l'acteur de la chaîne alimentaire qui y parvient le moins. L'importateur accumule, la banque accumule, le fournisseur étranger d'engrais accumule, l'État reconduit ses dépenses ; l'exploitation familiale, elle, repart trop souvent presque de zéro à chaque saison. Pour le démontrer, il faut d'abord mesurer ce que coûte cette incapacité d'accumuler, puis suivre l'argent pour voir où il va, et enfin en tirer les décisions qui le ramèneraient vers ceux qui produisent.

I. Le paysan, maillon qui peine à accumuler

Tout part d'une notion simple : le surplus, c'est-à-dire ce qui reste à une famille une fois couverts ses dépenses de production et ses besoins. C'est lui qui achète la charrue, reconstitue la fertilité, creuse le puits, paie la scolarité des enfants et finance la campagne suivante. Une exploitation qui dégage un surplus peut investir. Une exploitation qui n'en dégage pas vit d'urgence en urgence, et toute modernisation qu'on lui apporte de l'extérieur s'arrête avec le projet qui la finance.

Faute de surplus, nos agricultures ont longtemps répondu à la croissance démographique par le seul moyen qui ne demandait pas de capital : défricher. Tant que la terre était abondante, la jachère restaurait les sols. Cet équilibre est rompu. Les jachères raccourcissent, les champs gagnent des terres fragiles, les conflits d'usage avec les éleveurs se multiplient. Selon l'agence de développement de l'Union africaine, près de 65 % des Africains vivent aujourd'hui sur des terres cultivées dégradées. Dans mon roman Là où finit la nuit, Yacouba et Moussa parlent de la « fin de l'espace infini ». La formule appartient à l'histoire modeste de mes écrits depuis 1990 ; le constat, lui, est économique : on ne peut plus compenser la baisse des rendements en allant cultiver plus loin.

Il faut donc intensifier, c'est-à-dire produire davantage sur la même terre. Mais l'intensification est un investissement. Elle suppose une eau maîtrisée, un sol entretenu, des équipements, des semences de qualité : exactement ce que l'exploitation sans surplus ne peut pas se payer. Elle doit en outre améliorer la productivité du travail, et pas seulement le rendement : une famille qui récolte davantage en s'épuisant pour un gain net dérisoire ne s'est pas enrichie. Le cercle est ainsi fermé. Sans surplus, pas d'investissement ; sans investissement, pas d'intensification ; sans intensification, des sols qui s'épuisent et un surplus qui s'amenuise encore.

Le premier verrou de ce cercle est foncier. Planter des arbres, amender un sol, niveler une parcelle : ce sont des dépenses dont le bénéfice s'étale sur des années. Le paysan « locataire de terre », qui cultive sous un droit précaire, révocable d'une saison à l'autre, ne les engagera pas. Il prend au sol ce qu'il peut sans rien lui rendre. À l'inverse, au Rwanda, l'évaluation d'un programme pilote de régularisation foncière a montré que la sécurisation des droits accroissait les investissements de conservation des sols.

Ce cercle n'enferme pas toutes nos agricultures de la même manière. Les exploitations familiales de subsistance y sont prisonnières. Celles qui ont commencé à s'intensifier se tiennent à sa lisière : c'est là que se trouve le plus grand gisement de progrès rapide, car le savoir-faire existe et c'est surtout le financement qui manque. Les exploitations industrielles disposent du capital, mais leur utilité sociale dépend de leur capacité à entraîner les producteurs voisins plutôt qu'à les évincer. Une politique agricole se juge donc à une seule question : aide-t-elle les exploitations familiales à franchir le seuil du surplus ? C'est à cette aune qu'il faut examiner l'usage de notre argent.

II. Suivre l'argent : trois flux qui contournent l'exploitation

Nous ne manquons pas d'argent pour nous nourrir. L'État en dépense en subventions, les banques en crédits, nos pays en devises pour importer, et nous possédons sous nos pieds des ressources qui pourraient fertiliser nos champs. Mais ces flux ont un point commun : ils passent à côté de l'exploitation, ou la traversent sans y laisser de capital.

L'argent public : une campagne rachetée chaque année

Au Mali, la subvention des engrais, instaurée après la crise alimentaire de 2007-2008, sous la Présidence d'ATT, est devenue la première dépense du secteur : environ un quart du budget agricole et rural, selon les travaux menés avec l'Université d'État du Michigan. Cette priorité se comprend. Un sac distribué est visible, rapide et mesurable. Mais il ne sécurise pas une parcelle, ne creuse pas un forage, ne répare pas un sol dégradé et n'ouvre pas une piste. Il faut le racheter l'année suivante, à l'étranger, au prix qu'imposera le marché mondial. La dépense publique finance la saison ; elle ne laisse rien dans l'exploitation.

La crise de 2026 a montré le prix de ce choix. La Banque mondiale désigne l'Afrique subsaharienne comme la région la plus exposée à des engrais durablement chers, en raison de la faiblesse de leur usage et des marges budgétaires limitées des États. Les évaluations régionales du CILSS ont relevé des déficits d'approvisionnement au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal. Et, à la différence de 2022, les prix agricoles n'ont pas suivi ceux des intrants : l'engrais est devenu plus cher sans que le grain rapporte davantage. Fana n'est donc pas un accident. C'est l'endroit où une politique fondée sur une dépense reconduite chaque année révèle sa fragilité, car elle dépend chaque année de navires, de devises et de calendriers que nous ne maîtrisons pas.

Le bilan continental confirme le diagnostic. En 2006, à Abuja, les chefs d'État fixaient à 50 kilogrammes d'éléments nutritifs par hectare l'objectif d'utilisation des engrais. Dix-huit ans plus tard, la moyenne africaine plafonnait autour de 18 kilogrammes, contre environ 135 dans le monde, et la revue biennale de 2023 du programme agricole de l'Union africaine ne trouvait aucun pays sur la bonne trajectoire. Le Programme de développement économique et social (PDES), qui a servi de projet de société à ATT à la campagne présidentielle, avait pourtant indiqué, dès 2007, l'ordre logique : régler les questions foncières, équiper les exploitations et maîtriser l'eau, puis seulement apporter semences et engrais. Car l'engrais ne rend que sur un capital déjà constitué. Vingt ans de subventions n'ont pas construit ce capital.

L'argent bancaire : des bateaux plutôt que des champs

Le deuxième flux est plus choquant encore, parce que l'argent existe. Dans l'espace UEMOA, l'agriculture représente jusqu'à 40 % du PIB dans certains pays, dont le Mali, et occupe jusqu'à 80 % de la population active ; elle reçoit pourtant moins de 5 % du crédit bancaire, de l'aveu même de la profession. En 2023, près de huit crédits sur dix mis en place dans l'Union étaient à court terme.

Cette structure sert une clientèle bien précise : les grands importateurs de riz, de blé, de sucre ou d'huile, dont les opérations sont brèves, adossées à une cargaison, garanties par une lettre de crédit et remboursées en quelques mois. Il arrive même que des institutions dont la vocation est le développement agricole consacrent une part notable de leurs engagements au préfinancement de ces bateaux d'aliments.

Chaque opération, prise isolément, est rationnelle : le risque est faible, la marge sûre et les villes sont approvisionnées. Leur addition, elle, constitue une politique : elle finance la dépendance que l'on prétend combattre. Le crédit qui rémunère la cargaison de riz asiatique manque au riziculteur de l'Office du Niger pour payer son engrais, sa batteuse ou sa décortiqueuse, et le rend chaque année un peu moins compétitif face au riz importé. On retrouve le mécanisme de la subvention : l'argent assure la saison et la consommation, jamais l'actif ne qui dure.

L'argent du sous-sol : exporter le minerai, importer l'engrais

Le troisième flux est celui que nous ne mobilisons pas. Le Maroc détient plus de 70 % des réserves mondiales connues de phosphate. D'autres pays du continent produisent de l'azote à partir de leur gaz. Le Mali lui-même dispose du phosphate naturel du Tilemsi, dont il tirait environ 100 000 tonnes de phosphate granulé en 2022, une quantité modeste au regard des besoins. Nous importons pourtant l'essentiel de nos engrais par la mer, depuis le Golfe ou la mer Noire.

Je connais ce dossier de l'intérieur. Dans les années 2010, le directeur général du groupe canadien Great Quest, qui avait exploré le gisement, est venu me présenter son projet de valorisation du phosphate du Tilemsi. J'y ai associé mon ami Dadié Ba, PDG de Yumani, l'un des principaux importateurs d'engrais du Mali, et nous avons créé la Société africaine de développement agricole (SADA). L'alliance avait sa logique : un partenaire minier pour le gisement, un importateur qui connaissait le marché, ses circuits et ses clients. Une dizaine de forages ont été offerts aux riverains pour associer les populations. Le projet reposait sur une idée simple : rapprocher l'engrais des champs. Une première usine semi-industrielle devait s'implanter à Markala, au cœur de la zone de l'Office du Niger, et traiter chaque année 40 000 tonnes de minerai acheminées par camion depuis le gisement. Elle aurait produit quelque 35 000 tonnes de phosphate granulé : un engrais de teneur moyenne pour l'application directe, une variante enrichie de bactéries favorables à l'enracinement, et un concentré à plus de 35 % destiné aux mélanges NPK. Vendu entre 7 500 et 10 000 FCFA le sac de 50 kilogrammes, contre plus de 20 000 FCFA pour les engrais importés, il aurait coûté au paysan deux fois moins cher. Une grande usine d'un million de tonnes par an devait suivre à Bourem. La géologie s'y prêtait : une ressource présumée d'une cinquantaine de millions de tonnes à près de 25 % d'anhydride phosphorique, à faible profondeur, et des essais confirmant une forte réactivité au sol. Le financement était en voie d'être bouclé avec la BNDA, sous la garantie du Fonds de solidarité africain de Niamey. C'est l'insécurité qui a imposé l'arrêt du projet : un gisement, si riche soit-il, ne s'exploite pas dans une zone de guerre. L'ancien ministre des Mines que je suis en tire une conviction : un pays qui exporte ses minerais et importe l'engrais de ses champs n'a pas encore relié ses deux économies.

Et la valeur de la récolte s'échappe à son tour

Même lorsque le paysan produit, la valeur lui échappe. La FAO estime à environ 23 % les pertes alimentaires survenues avant la vente au détail en Afrique subsaharienne en 2023. Faute de stockage et de crédit de commercialisation, les producteurs vendent tous au même moment, au plus bas, au lendemain de la récolte. Les routes coupées par l'insécurité, qui ont perturbé cette année l'approvisionnement de Bamako en riz, les restrictions de sortie improvisées aux frontières et les marchés publics payés avec des mois de retard achèvent de transférer vers l'aval ce que l'amont a produit.

Aucun de ces flux n'est absurde en lui-même. Mais leur addition forme un système : l'argent de la sécurité alimentaire finance l'importation, la consommation et la saison, jamais l'accumulation dans l'exploitation. Avec les conflits, la faiblesse des revenus et la cherté des aliments, c'est l'une des raisons pour lesquelles la production peut augmenter sans que la faim recule. La réponse ne consiste donc pas d'abord à dépenser davantage. Elle consiste à réorienter ce que nous dépensons déjà.

III. Ramener l'argent vers ceux qui produisent

Réorienter ne signifie pas tout bouleverser en pleine crise des engrais, ni priver les ménages vulnérables d'un soutien dont ils ont besoin. Il s'agit d'appliquer à chaque flux un critère unique : laisse-t-il derrière lui un capital dans l'exploitation ? Cinq décisions en découlent, dans un ordre qui n'est pas indifférent.

Sécuriser la terre, condition de tout investissement

Puisque le foncier est le premier verrou, c'est par lui qu'il faut commencer. Une réforme sérieuse part d'un inventaire des droits réels : ceux des propriétaires, ceux que la coutume reconnaît, ceux des exploitants précaires, sans oublier les femmes, les cadets et les éleveurs. Le titre de propriété n'est pas une fin en soi ; il ne vaut que s'il est accessible, opposable et tenu à jour. Des droits collectifs reconnus ou des baux longs, transmissibles et protégés contre le retrait arbitraire peuvent procurer la même sécurité. Là où les parcelles sont trop petites, les regroupements volontaires, la location sécurisée ou la mise en commun de certains travaux en coopérative permettent d'atteindre une surface viable sans déposséder personne.

Ces opérations exigent des garde-fous : droits des femmes maintenus après un veuvage, installation possible des jeunes sans attendre un héritage, couloirs pastoraux inscrits dans les plans, commissions locales représentatives et voie de recours accessible. Les grandes attributions foncières de la fin des années 2000 dans la zone de l'Office du Niger, dont une large part n'a jamais été mise en valeur, rappellent qu'un hectare immobilisé par un investisseur défaillant est un hectare soustrait aux producteurs. Le PDES proposait de régler les problèmes fonciers en cinq ans. Près de vingt ans plus tard, la réussite d'une telle réforme devrait se mesurer au nombre d'exploitations devenues capables d'investir, non au nombre de titres délivrés.

Convertir la dépense de campagne en capital

La deuxième décision porte sur l'argent public. Je propose de réaffecter chaque année une part croissante de l'enveloppe de campagne à des investissements qui restent. Un cinquième de l'enveloppe actuelle représente près de 33 milliards de FCFA par an. Consacrée pendant dix ans aux forages, aux bas-fonds, aux pistes, aux magasins de stockage et aux ateliers, cette somme laisserait un patrimoine productif ; dépensée en intrants, elle laisse une campagne.

L'eau en est la priorité, car elle est le premier facteur de stabilité du revenu : elle sécurise les phases sensibles de la culture, autorise la contre-saison et permet parfois plusieurs récoltes par an. L'Office du Niger en est le test de crédibilité. Créé en 1932, il compte aujourd'hui entre 100 000 et 127 000 hectares aménagés selon les sources, pour un potentiel irrigable souvent estimé à près d'un million d'hectares. La campagne 2026-2027 a été lancée à Ségou sous le thème « de périmètre irrigué à l'agropole industrielle ». Cette ambition ne sera crédible que si un plan pluriannuel d'aménagement et d'entretien est publié et exécuté, et si l'on vérifie que l'eau arrive régulièrement à chaque parcelle. Un hectare annoncé n'est pas un hectare irrigué ; un canal ensablé annule en quelques saisons l'investissement qui l'a creusé.

Hors des grands périmètres, petites retenues, aménagement des bas-fonds et pompage solaire peuvent transformer des milliers d'exploitations à moindre coût, à condition d'être dimensionnés sur le débit durable des nappes. La FAO rappelle que la baisse du coût de l'énergie peut encourager des prélèvements excessifs : le soleil est gratuit, la nappe ne l'est pas.



Pompage solaire pour la riziculture au Nigeria. Un investissement qui dure, à condition de ménager la nappe.

La part de l'enveloppe qui restera consacrée aux intrants doit, elle, changer de nature : bons nominatifs, de préférence électroniques, livraison garantie avant la date limite de semis, formules adaptées aux cartes de fertilité plutôt qu'une formule unique distribuée partout, association systématique avec la matière organique. L'indicateur pertinent n'est pas le tonnage commandé par l'État, mais le nombre de producteurs servis à temps. Fana l'a rappelé : un engrais qui arrive après les semis ne vaut plus rien.

La même logique vaut pour la mécanisation. Nos campagnes sont jalonnées de tracteurs distribués puis immobilisés faute de pièces, de mécaniciens ou de carburant. Mieux vaut financer des entrepreneurs ruraux ou des coopératives qui vendent des prestations à l'heure ou à l'hectare, modèle dont la FAO a documenté l'intérêt en Afrique subsaharienne, et les adosser à des ateliers de maintenance, comme le prévoyait déjà le PDES. Une machine arrêtée en pleine campagne ne produit rien, même subventionnée.



Travail mécanisé au Nigeria. Une machine ne vaut que par les services qui la font tourner : pièces, mécaniciens, calendrier.

Réorienter le crédit vers la production

La troisième décision porte sur l'argent bancaire. L'exploitant a trois besoins distincts : un crédit de campagne pour la saison, un crédit d'investissement pour des actifs qui dureront plusieurs années, un financement de la commercialisation, comme le warrantage, pour ne pas vendre au plus bas. C'est le deuxième qui manque presque entièrement. Une garantie publique partielle, qui laisse aux banques au moins la moitié du risque pour qu'elles examinent sérieusement les dossiers, et le crédit-bail pour les équipements permettraient de le développer. Le PDES proposait pour la culture attelée une subvention de la moitié du coût et un prêt bonifié sur cinq ans pour l'autre moitié ; le principe reste juste, les proportions sont à recalculer.

Surtout, les banques publiques à vocation agricole devraient se voir fixer un objectif publié : la part de leurs encours consacrée à la production, au stockage et à la transformation locales. Une banque de développement agricole se juge à ce qu'elle fait pousser, non à la taille de son portefeuille.

Transformer nos ressources en fertilité

La quatrième décision porte sur l'argent du sous-sol. Des achats groupés d'engrais à l'échelle de la Confédération des États du Sahel et de ses voisins, un stock tampon régional, des contrats pluriannuels avec les producteurs africains de phosphate et d'azote, et des unités de mélange proches des bassins de production réduiraient notre dépendance aux routes maritimes. La relance du phosphate du Tilemsi, dans les conditions de sécurité, de débouché et de transformation évoquées plus haut, doit faire partie de ce dispositif. À Nairobi, en 2024, les chefs d'État se sont engagés à tripler d'ici 2034 la production et la distribution d'engrais sur le continent : c'est l'occasion de passer de la déclaration à l'exécution.

La fertilité ne se réduit pas à l'engrais. Semences de qualité contrôlée, conseil agricole capable de relier la recherche, les fournisseurs et les exploitants, gestion de la matière organique entre champs et troupeaux : ce sont aussi des formes de capital, et elles conditionnent le rendement de chaque kilo acheté.

Retenir la valeur dans les territoires

La cinquième décision vise la valeur de la récolte. Sauver ce qui est déjà produit coûte souvent moins cher que produire davantage : séchage, stockage, transport et transformation primaire sont des investissements de production au même titre que l'engrais. La stratégie adoptée à Kampala vise d'ailleurs à diviser par deux les pertes après récolte d'ici 2035. Les organisations de producteurs peuvent regrouper l'offre et négocier, à condition de disposer de comptes transparents et d'une trésorerie suffisante. Des ateliers décentralisés de décorticage, de mouture ou de conditionnement répondent souvent mieux à la dispersion de la production que de grandes usines qui ne tournent que quelques semaines par an.

L'agro-industrie a sa place dans ce schéma si elle entraîne les exploitations voisines : contrats lisibles sur les prix et les avances, contrôle de qualité qui ne serve pas à baisser unilatéralement le prix à la livraison, soutiens publics conditionnés à des engagements vérifiables et reprise des superficies non mises en valeur. Les achats publics, cantines scolaires, hôpitaux ou armées, peuvent offrir des débouchés prévisibles, à condition d'être payés à temps. Quant aux échanges régionaux, ils exigent des frontières prévisibles : les restrictions improvisées découragent précisément les producteurs qui investiraient pour les marchés voisins.

Retenir la valeur, c'est aussi retenir les jeunes. Demander à la jeunesse de rester au village n'est pas une politique d'emploi. Mais l'argent réorienté vers l'exploitation crée des métiers : mécaniciens, installateurs de pompes solaires, techniciens du froid, semenciers, conseillers, comptables de coopératives, transformateurs. Dans Là où finit la nuit, j'ai imaginé le projet maraîcher « 10-100 » : cinq jeunes, dix hectares pour commencer, le pompage solaire, une coopérative et des débouchés de proximité. C'est une fiction, mais elle dit l'essentiel : une génération s'engage dans l'agriculture lorsqu'elle y voit un capital à bâtir, non une survie à prolonger.



Marché Case Ba des Parcelles Assainies, à Dakar. C'est ici que se décide si la valeur produite revient au producteur.

Sept décisions pour les dix-huit prochains mois

Chaque mesure est assortie d'un indicateur publiable chaque année.

1. Sécuriser les droits fonciers dans des bassins pilotes. — indicateur : exploitations ayant réalisé un investissement durable.

2. Convertir au moins 20 % de l'enveloppe de campagne en capital productif. — indicateur : part de l'enveloppe consacrée à ce capital.

3. Faire de l'Office du Niger un test de crédibilité. — indicateur : hectares irrigués et entretenus, comparés aux hectares annoncés.

4. Réformer la subvention des engrais. — indicateur : proportion des bénéficiaires servis avant les semis.

5. Réorienter le crédit vers ceux qui produisent. — indicateur : part des encours agricoles consacrée à la production locale.

6. Construire une sécurité engrais régionale. — indicateur : part des engrais d'origine africaine.

7. Retenir la valeur avant de pousser les volumes. — indicateur : pertes après récolte par filière.

Une fenêtre qui s'ouvre : les capitaux regardent vers nos champs

Il existe pourtant de solides raisons d'espérer. Pour la première fois depuis longtemps, l'argent privé et l'argent du développement se tournent vers la transformation agricole africaine, et ils recherchent précisément ce qui nous fait défaut : des actifs durables. La crise d'Ormuz y contribue. Les pays du Golfe, qui importent l'essentiel de leur alimentation, en ont tiré une doctrine : produire chez eux lorsque c'est possible, investir dans la production agricole à l'étranger et diversifier leurs fournisseurs. Le groupe émirien Al Dahra a signé en février un protocole d'accord avec la Tanzanie pour y développer des exploitations irriguées, et prospecte en Angola. Au Qatar, JTA AgriFood,

filiale du groupe JTA Holding, a construit un portefeuille de programmes au Sénégal, au Ghana et au Somaliland autour de l'irrigation solaire, des outils numériques et de la formation des producteurs.

Les capitaux africains se mettent également en mouvement. Le 19 septembre, à Bambali, en Casamance, Sadio Mané a posé la première pierre de SM10 Agro, un parc agro-industriel de 11,7 milliards de FCFA consacré à la mangue : une station de traitement de 8 500 tonnes par an, trois unités de transformation, 500 hectares de manguiers, un centre de formation et plus de 1 000 emplois directs attendus. Au-delà de la notoriété de son promoteur, le geste a valeur de symbole : l'épargne d'un enfant du pays revient transformer sur place un fruit dont une large part se perdait faute d'être transformé. À une autre échelle, la Banque africaine de développement a investi 1,1 milliard de dollars dans des zones spéciales de transformation agro-industrielle, déployées dans treize pays, dont le Mali. L'alliance qui les porte réunit désormais la Banque islamique de développement, Afreximbank, la BOAD, la BIDC, le Fonds de l'OPEP et la plateforme industrielle Arise.

Ces capitaux ne sont ni une menace ni une panacée. Ils peuvent reproduire l'erreur des années 2000 : de vastes superficies attribuées, peu mises en valeur, une production tournée vers l'exportation et sans lien avec les producteurs voisins. Ils peuvent aussi devenir le levier qui manquait, s'ils financent ce que l'argent public et bancaire n'a pas su financer : l'irrigation, le stockage, la transformation, les services, et des contrats qui associent les exploitations familiales à leurs chaînes de valeur. La différence tiendra aux règles que fixeront nos États. Un pays qui a sécurisé les droits de ses paysans, publié ses conditions d'investissement et organisé ses filières ne subit pas l'investisseur : il le choisit. Avec l'Office du Niger, le coton, la mangue, le bétail et le phosphate du Tilemsi, le Mali a de quoi attirer de tels partenaires. Les terres, l'eau et une jeunesse nombreuse sont là ; des capitaux cherchent des projets. Il ne manque qu'une décision, et elle nous appartient : faire de ces investisseurs les alliés de nos producteurs.

Investir dans ceux qui produisent

Revenons au paradoxe de départ. Si l'Afrique produit davantage et a pourtant plus faim, c'est que sa faim ne tient pas seulement à un déficit de production. Les conflits, les revenus et les prix alimentaires y ont leur part. Mais sous ces causes se trouve un déficit d'accumulation paysanne que nos politiques ont le pouvoir de corriger. Nous avons organisé, sans l'avoir voulu, un système où l'argent de la sécurité alimentaire profite à presque tous les maillons de la chaîne, et bien moins à celui qui cultive.

Rien de ce qui précède ne dispense de protéger les ménages que la crise frappe aujourd'hui, ni d'assurer la sécurité des personnes et des circulations sans laquelle aucun champ n'est semé et aucune récolte n'est vendue. Mais la protection sociale soigne les effets ; seule la réorientation des flux traite la cause. La souveraineté alimentaire, dont nos États ont fait un mot d'ordre, ne se confond pas avec l'autarcie. Elle se mesure à notre capacité à ne plus dépendre, pour une campagne entière, d'un détroit situé à l'autre bout du monde.

Nous connaissons depuis longtemps les éléments de cette politique. Le PDES de 2007 en réunissait plusieurs ; les déclarations africaines, de Maputo à Kampala, les ont inscrits au plus haut niveau. Ce qui a manqué, c'est la continuité, et c'est la destination de l'argent. Il faut donc changer d'instrument de mesure. Ni les tonnes annoncées, ni les sacs distribués, ni les hectares attribués ne disent l'essentiel. La seule question qui vaille est de savoir si les familles qui cultivent peuvent, à la fin de la saison, mettre quelque chose de côté et l'investir.

Ormuz nous a rappelé cette année que la faim peut venir de la mer. Nous ne nous en protégerons qu'en bâtissant, champ après champ, un capital qui ne dépende plus d'un détroit. Nos paysans n'attendent pas la charité ; ils attendent les moyens d'investir. Donnons-les-leur : ils sauront faire le reste.

Dr Hamed Sow

- Moustaph Maïga

L'HONORABLE CHATO CISSÉ AU SIÈGE DES NATIONS UNIES POUR PORTER LA VOIX DU MALI

Au siège des Nations Unies où le Mali a pris la parole ce Lundi, l'Honorable Madame Haïdara Aïchata Alassane Cissé dite Chato y a pris part. La Vice Présidente du Parlement Africain était déjà invitée au Forum Mondial de l'AWLN à New York où sa voix, une voix malienne était attendue au rendez-vous mondial du leadership féminin africain.

Ambassadrice de la Culture Africaine et membre du Réseau des Femmes Leaders Africaines (AWLN), Chato Cisse a été panéliste au Forum mondial 2026 de l'AWLN sur le leadership des femmes ce weekend à New York.

Placée sous le thème « Repenser la gouvernance mondiale et promouvoir le leadership politique des femmes africaines pour un impact durable », la rencontre avait réuni des chefs de gouvernement, d'anciens chefs d'État, des femmes leaders africaines et plusieurs hauts responsables africains et internationaux.



- Alpha Amadou Hampaté Ba dit Ben

Le Colonel Biné Sissoko la native de Sikasso. est une figure emblématique des Armées Maliennes, reconnue comme la toute première femme à accéder au grade de Colonel au sein de la Garde nationale du Mali.

Juriste de formation, elle est titulaire d'un Diplôme d'études universitaires générales (DEUG) en droit, d'une Maîtrise en droit privé (carrière judiciaire) et d'un Master en Droit international et Européen des Droits Fondamentaux.

Après ses premières études en droit, elle choisit le métier des armes et intègre les forces de sécurité, devenant la première recrue de genre féminin de ce corps.

2002 : Promue élève Officier d'active le 1er octobre.

2005 : Nommée Sous-lieutenant, elle devient la première femme à atteindre ce grade dans la Garde nationale.

2007 : Confirmée au grade de Lieutenant.

2011 : Promue Capitaine.

2016 : Accède au grade de Commandant.

2023 : Évolue au grade de Lieutenant-colonel.

2026 : Elle marque l'histoire en janvier en devenant la première femme Colonel de la Garde nationale.

Parallèlement à ses grades, le Colonel Biné Sissoko s'est imposée comme une experte des questions de genre, de réinsertion et de formation juridique militaire :

Action Sociale : Nommée cheffe du Bureau Action Sociale à l'État-major de la Garde nationale en 2008.

Expertise Genre : Pionnière sur ces questions, elle

participe dès 2011 à la rédaction du 1er Plan d'Action Nationale de la Résolution 1325 des Nations Unies. Elle sert par la suite comme Officier coordinateur Genre à l'État-major de la Garde nationale.

Cabinet du Premier ministre : Entre 2017 et 2019, elle exerce en tant qu'assistant-conseiller de Défense au Cabinet de défense du Premier ministre.

DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) : Elle a mis ses compétences au service de la Commission nationale de DDR.

Enseignement : Instructrice permanente et Directrice de formation au Centre d'Instruction de la Garde Nationale, elle dispense des modules en Droit pénal, Procédure pénale, Droit International Humanitaire (DIH) et Droits de l'Homme.

Considérée comme une femme militaire particulièrement brave et discrète, elle est régulièrement citée comme un modèle d'inspiration au Mali.

Médaille de l'Étoile d'Argent du Mérite National avec effigie « Lion Debout » : Décernée par décret présidentiel en 2022 pour saluer sa rigueur et son travail alors qu'elle était instructrice à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye.

Médaille du Mérite National avec effigie « Abeille ».

Médaille du Mérite Militaire.

Médaille des Nations Unies : Obtenue au titre de sa participation remarquable aux opérations de soutien à la paix menées par l'ONU en République démocratique du Congo (dans le cadre de la MONUSCO).

Prix Africain du Leadership et de l'Émergence (PALEM 2025) : Elle a été honorée en juin 2025 à Bamako pour ses actions humanitaires et ses efforts constants en faveur de la paix, de la réconciliation et de la cohésion sociale au Mali.



- Malick Ba

Diomaye bloque , les députés de Pastef encaissent : Ousmane Sonko lui stratège et joue aux échecs !

À quoi sert une majorité parlementaire confortable si elle se contente de jouer les figurants ? L'Exécutif bloque les propositions de loi, tandis que les députés de Pastef semblent avoir rangé leurs muscles constitutionnels au vestiaire. À force de vouloir préserver leurs fauteuils et ménager les susceptibilités présidentielles, ils risquent de transformer l'Assemblée nationale en chambre d'enregistrement et ses élus en simples spectateurs.

Pendant ce temps, au Palais, Bassirou Diomaye Faye semble tenir le chronomètre et choisir le terrain. La dissolution du Parlement plane comme une épée de Damoclès. Et pendant que l'Exécutif affine son calendrier, la majorité parlementaire donne l'impression d'attendre sagement son prochain carton d'invitation.

En politique, laisser son adversaire choisir l'heure et le terrain de la bataille, c'est déjà lui céder une partie de l'avantage. À trop craindre d'être accusé d'antirépublicanisme, Pastef risque de se faire dépouiller de ses propres prérogatives. La courtoisie républicaine, elle, semble avoir déserté les couloirs du pouvoir, tandis que le gentleman's agreement prend la poussière dans les archives de

la République.

Mais que les impatients se rassurent : Ousmane Sonko n'est pas réputé pour jouer aux échecs avec des pions en carton. Stratège et fin tacticien, le patron de Pastef sait probablement mieux que quiconque où il veut conduire ses troupes. Lorsqu'il affirme que son parti détient le « tiakh » et exhorte ses militants à garder leur calme, à ne répondre à aucune provocation et à ne rien bloquer tant que l'intérêt supérieur de la Nation n'est pas menacé, ce n'est peut-être pas de la passivité, mais une stratégie mûrement réfléchie. À chacun ses armes : pendant que certains agitent la menace de dissolution, Ousmane Sonko semble miser sur la patience et l'anticipation. Reste à savoir qui, dans cette partie de poker institutionnelle, abattra ses cartes le premier.

Car lorsque le dialogue institutionnel tourne au bras de fer et que les initiatives parlementaires se fracassent contre le mur de l'Exécutif, il ne reste qu'un arbitre : le peuple. Des législatives anticipées permettraient de clarifier les rapports de force et de départager les protagonistes dans les urnes.

Mais à force de jouer la montre, certains risquent de découvrir que l'horloge électorale ne leur appartient pas. Et que, dans cette République où chacun prétend maîtriser le jeu, le dernier mot revient toujours aux électeurs.

Malick BA



· il y a 3 jours3 j ·

Toutes nos félicitations de tout cœur nous te souhaitons le courage du lion la force de l'éléphant la persévérance de la fourmi et la chance de l'hyène pour le reste grande soeur guide de rhavoulution pouletique Ramata Sissoko Cisse pour la consécration au titre de professeure agrégée en biologie.



- Fondation Soumaïla Cissé

CÉLÉBRATION DE L'EXCELLENCE PAR LA FONDATION SOUMAÏLA CISSÉ

Ce samedi 26 septembre 2026, au siège de la Fondation, nous avons eu l'immense joie de célébrer les lauréats bacheliers de la 3e édition du Prix d'Excellence Soumaïla Cissé.

À travers cette cérémonie, la Fondation réaffirme son engagement à encourager l'effort, à récompenser le mérite et à soutenir la jeunesse malienne sur le chemin de l'excellence.

Pour cette année, ils sont trois lauréats :

• Fadimetou Bouaré, de l'Académie de la Rive Droite de Bamako ;

• Amady Konaté, de l'Académie de Mopti ;

• Fatoumata Bintou Thiero, de l'Académie de Mopti.

Félicitations à nos brillants lauréats, symboles d'espoir pour le Mali de demain.

Merci aux parents, aux enseignants, aux partenaires et aux invités qui ont partagé avec nous ce moment fort d'émotion et de fierté.

La cérémonie s'est déroulée en présence des membres de la Fondation, d'anciens ministres, ainsi que des parents et amis de la famille Cissé.



- TÉLÉ MALI

SECTEUR MINIER AU MALI : LES PREMIÈRES RETOMBÉES DES FONDS MINIERS S'ÉLÈVENT À 18,435 MILLIARDS FCFA

Le secteur minier malien continue d'occuper une place stratégique dans l'économie nationale.

Selon le président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, les premières retombées issues des fonds miniers s'élèveraient à 18,435 milliards de francs CFA.

Cette annonce met en lumière l'importance des ressources minières dans le financement du développement du Mali et dans la mobilisation de ressources au profit de l'État.

Une évolution présentée comme une bonne nouvelle pour le secteur minier et les finances publiques du Mali.

Le Mali dans nos cœurs ! Le Mali dans nos actes !


FAMA


MALI
Fine Gold
9999

RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Mentor Day à la ZAP Mali : Le CNJ-Mali au contact des jeunes entrepreneurs agricoles



Le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) a pris part, le samedi 12 septembre 2026, au Mentor Day organisé à la ZAP Mali (Zone Agricole Partagée). Cette rencontre, consacrée notamment à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle des jeunes, a permis de mettre en lumière les opportunités offertes par le secteur agricole en matière d'emploi et d'autonomisation.

Invité par M. Diadié Jr Soumaré, Président de l'Union des Ambassadeurs, le CNJ-Mali était représenté par une délégation venue découvrir le dispositif de formation et d'accompagnement développé au sein de la ZAP Mali.

La visite a notamment permis aux responsables du CNJ-Mali de s'imprégner des différentes activités proposées aux jeunes. Selon les informations communiquées à l'occasion de la rencontre, la ZAP Mali accueille plus de 150 jeunes apprenants, formés dans plusieurs filières porteuses, dont l'aviculture, la pisciculture et le maraîchage.

Le Mentor Day a également constitué un cadre d'échanges entre les jeunes et différents acteurs du développement. En présence notamment du Directeur pays de l'AGRA, d'experts des secteurs agricole et rural ainsi que de représentants de la diaspora, les discussions ont porté sur l'entrepreneuriat des jeunes, la formation professionnelle, l'engagement citoyen et la place de la jeunesse dans le développement économique et social du Mali.

Pour le CNJ-Mali, de telles initiatives participent à la recherche de réponses concrètes au défi de l'insertion socio-économique des jeunes. Elles permettent également de rapprocher la formation des réalités du marché et d'encourager l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles.

Le Conseil National de la Jeunesse du Mali a salué l'organisation du Mentor Day et remercié M. Diadié Jr Soumaré ainsi que l'Union des Ambassadeurs pour leur invitation et leur accueil.

À travers cette participation, le CNJ-Mali réaffirme ainsi son attachement à une jeunesse formée, entreprenante et engagée, capable de contribuer pleinement au développement du Mali.

Fatou Sissoko

Urgences sanitaires : L'Afrique de l'Ouest renforce son arsenal juridique



Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), en partenariat avec la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) et avec la participation de la CEDEAO, a ouvert un atelier régional de trois jours consacré au renforcement des capacités de préparation juridique face aux urgences de santé publique en Afrique de l'Ouest.

Organisée à travers le département chargé des affaires juridiques et du règlement des différends d'Africa CDC, la rencontre réunit des experts juridiques ainsi que des spécialistes des urgences et de la préparation sanitaire issus des États membres de la région.

L'objectif est notamment d'identifier les insuffisances existantes et de renforcer les cadres juridiques et institutionnels permettant aux pays de répondre rapidement et efficacement aux crises sanitaires. Les travaux portent également sur la mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI 2005), tel qu'amendé, ainsi que sur les préparatifs liés à l'Accord de l'Organisation mondiale de la Santé sur les pandémies.

Un autre volet important des discussions concerne les questions juridiques entourant l'utilisation, en situation d'urgence, des contre-mesures médicales. Les participants examineront notamment les problématiques d'indemnisation et de responsabilité qui peuvent se poser lors du déploiement rapide de médicaments, vaccins et autres produits de santé en période de crise.

À travers le partage des expériences nationales, l'apprentissage entre pairs et la cartographie des dispositifs existants, l'atelier doit contribuer à l'élaboration d'un cadre juridique régional assorti d'un plan d'action. Les lacunes et domaines prioritaires identifiés pourraient également alimenter la conception d'un futur cadre juridique continental de préparation aux urgences sanitaires.

Pour Africa CDC et ses partenaires, l'enjeu est majeur : disposer de mécanismes juridiques solides avant qu'une crise n'éclate. L'expérience des récentes épidémies a en effet démontré que la préparation sanitaire ne repose pas uniquement sur les capacités médicales. **Des règles claires et des institutions préparées constituent également des instruments essentiels pour assurer une réponse rapide, coordonnée et efficace aux urgences de santé publique en Afrique.**

Arouna Sidibé

Mali-Ghana : Accra réaffirme son attachement au dialogue avec Bamako et l'AES



Les relations historiques entre le Mali et le Ghana ainsi que les défis sécuritaires et de développement dans la sous-région étaient au centre d'un entretien entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Abdoulaye Diop et Samuel Okudzeto Ablakwa. La rencontre s'est tenue à New York, en marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans une publication consacrée à cette rencontre, le chef de la diplomatie ghanéenne, Samuel Okudzeto Ablakwa, a insisté sur la profondeur des liens entre Accra et Bamako. Il a notamment rappelé l'héritage de l'Union Ghana-Guinée-Mali, expérience panafricaine qui demeure un symbole des premières ambitions d'intégration politique du continent.

Le ministre ghanéen a également mis en avant la volonté de son pays de maintenir des relations étroites avec les États de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), en privilégiant, selon lui, la confiance et la solidarité.

Cette orientation prend une importance particulière dans un contexte sous-régional marqué par les défis sécuritaires. Les deux ministres ont ainsi convenu de poursuivre leur collaboration face à l'extrémisme violent et à l'instabilité, tout en accordant une attention particulière aux conséquences du changement climatique et aux impératifs de dé-

veloppement. La partie malienne a également indiqué que les consultations avaient porté sur les dynamiques sous-régionales et régionales ainsi que sur le renforcement de la coopération dans les domaines d'intérêt commun.

Pour Samuel Okudzeto Ablakwa, les réponses aux difficultés auxquelles l'Afrique est confrontée doivent aussi s'appuyer sur des solutions conçues localement afin de libérer pleinement le potentiel économique et social de la région.

Cette démarche s'inscrit dans ce que la diplomatie ghanéenne présente comme son approche d'« Afro-Pragmatisme », tournée vers la recherche de partenariats et de solutions concrètes répondant aux intérêts africains.

La rencontre Diop-Ablakwa traduit ainsi la volonté affichée par Bamako et Accra de préserver le dialogue politique et la coopération, malgré les recompositions institutionnelles et géopolitiques que connaît actuellement l'Afrique de l'Ouest.

Arouna Sidibé

81e Assemblée générale de l'ONU : Le Burkina Faso porte la voix de l'AES et réclame un ordre mondial plus équitable



À la tribune de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Karamoko Jean Marie Traoré, a porté, le 28 septembre 2026 à New York, la voix de la Confédération des États du Sahel (AES). Une intervention largement consacrée à la lutte contre le terrorisme, à la souveraineté des États, à la réforme du multilatéralisme et aux ambitions de développement du Burkina Faso.

S'exprimant au nom des dirigeants du Burkina Faso, du Mali et du Niger, le chef de la diplomatie burkinabè a rendu hommage aux victimes du terrorisme ainsi qu'aux forces engagées dans la lutte contre les groupes armés. Il a également évoqué la mémoire du Général d'Armée Sadio Camara.

Pour la Confédération AES, la lutte contre le terrorisme demeure une priorité absolue. Karamoko Jean Marie Traoré a dénoncé ce qu'il présente comme des soutiens extérieurs, y compris étatiques, aux groupes terroristes et appelé la communauté internationale à enquêter sur leurs circuits de financement, d'armement et de renseignement.

Revenant sur la construction de l'AES, le ministre a défendu une dynamique fondée sur la souveraineté et l'intégration entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Il a notamment cité l'opérationnalisation de la Force unifiée et la création de la Banque Confédérale pour l'Investissement et le Développement.

La déclaration a également plaidé pour une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies et une meilleure représentation de l'Afrique dans les institutions internationales.

Sur le plan national, le ministre a présenté les efforts du Burkina Faso en faveur d'un développement endogène reposant sur l'agriculture, l'industrialisation et la transformation locale des matières premières. Il a également affirmé que plus de 74 % du territoire national se trouvait désormais sous contrôle de l'État.

À New York, Ouagadougou a ainsi voulu défendre une ligne diplomatique articulée autour de trois priorités : souveraineté, sécurité et développement, tout en appelant à un ordre international jugé plus juste et plus équitable.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Mali-Égypte : Le numérique, la 5G et la formation au cœur des échanges au Caire



La coopération numérique entre le Mali et l'Égypte pourrait connaître de nouveaux développements. En visite de travail au Caire du 24 au 30 septembre 2026, le ministre malien de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Alhamdou Ag Ilyène, a échangé, le 27 septembre, avec son homologue égyptien autour de plusieurs domaines stratégiques : services publics numériques, infrastructures de télécommunications, intelligence artificielle et renforcement des compétences. À ce stade, les discussions portent toutefois sur des pistes de coopération dont les modalités restent à préciser.

Accompagné notamment de l'ambassadeur du Mali en Égypte, Samba Alhamdou Baby, Alhamdou Ag Ilyène poursuit au Caire une mission destinée à explorer les possibilités de partenariat entre les deux pays dans les secteurs relevant de son département.

Selon CIO Africa, les discussions du 27 septembre ont notamment porté sur le développement des réseaux de fibre optique, les plateformes numériques destinées aux services publics ainsi que les possibilités d'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'administration.

Pour le Mali, l'intérêt d'un tel partenariat réside notamment dans la possibilité de tirer profit de l'expérience égyptienne en matière de transformation numérique. La question du développement des compétences occupe également une place importante dans les échanges, la modernisation technologique nécessitant parallèlement la formation de ressources humaines capables d'assurer le déploiement et la gestion des nouveaux outils.

Dans son compte rendu, Malijet évoque également la technologie 5G et la formation des personnels du secteur audiovisuel parmi les sujets abordés.

Ces différents axes témoignent de la diversité des possibilités envisagées par Bamako et Le Caire. Les consultations techniques annoncées devraient désormais permettre aux deux parties d'identifier les domaines dans lesquels une coopération concrète pourrait être engagée.

Toutefois, les informations disponibles ne font état ni de la signature d'un accord à l'occasion de cette rencontre ni du lancement effectif de projets. Il s'agit donc, à ce stade, d'orientations et de pistes de travail appelées à être approfondies.

La question de la formation avait déjà été mise en avant quelques semaines auparavant lors d'une autre mission malienne en Égypte. Du 6 au 8 septembre 2026, Oumou Sall Seck avait participé au Caire à une rencontre consacrée au dialogue entre les agences de coopération technique des pays membres de la Banque islamique de développement. Elle y avait notamment défendu une coopération davantage tournée vers les compétences et l'emploi.

Bien que distinctes, ces deux démarches mettent en évidence l'intérêt accordé au renforcement du capital humain dans les relations de coopération.

La visite d'Alhamdou Ag Ilyène pourrait ainsi ouvrir de nouvelles perspectives dans la relation Mali-Égypte. Fibre optique, 5G, intelligence artificielle, services publics numériques et formation constituent désormais des pistes identifiées. Reste à transformer ces échanges techniques en projets structurés et, éventuellement, en accords concrets entre Bamako et Le Caire.

Arouna Sidibé



FACEJ SUGU 5 : Quatre jours pour valoriser le dynamisme entrepreneurial des jeunes au Mali



La 5e édition de la Foire des jeunes entrepreneurs, FACEJ SUGU 5, a refermé ses portes le samedi 26 septembre 2026 à Bamako après quatre jours d'exposition, de rencontres d'affaires et de partage d'expériences. La cérémonie de clôture a été présidée par Drissa Guindo, Secrétaire général du ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, représentant la ministre Oumou Sall Seck. Avec 167 entreprises exposantes réparties sur 131 stands, cette édition a confirmé la vitalité de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes au Mali.

Durant quatre jours, FACEJ SUGU a servi de cadre de rencontre entre entrepreneurs, consommateurs, institutions, partenaires financiers et différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial malien.

Dans son intervention, Drissa Guindo a souligné la diversité des produits et services présentés ainsi que la richesse des initiatives développées par les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneures. Selon lui, cette dynamique témoigne de leur créativité, de leur capacité d'initiative et de leur volonté de contribuer au développement économique et social du pays.

Au-delà de l'exposition, cette 5e édition a été marquée par des échanges, des rencontres d'affaires, le partage d'expériences et la création d'opportunités entre les différents participants.

Le Secrétaire général a salué l'ensemble des acteurs ayant contribué à la réussite de l'événement. Il a particulièrement exprimé la gratitude du département au Royaume du Danemark et au Royaume des Pays-Bas pour leur appui au renforcement de l'entrepreneuriat des jeunes au Mali.

Des remerciements ont également été adressés au consortium PROMAN/ACK International, à l'équipe de FACEJ II, aux facilitateurs, coordinateurs ainsi qu'aux différentes équipes mobilisées dans l'organisation.



Pour sa part, Christine Kaboré, Cheffe d'équipe de FACEJ II, a salué l'implication du ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle a également remercié la ministre Oumou Sall Seck, qui avait présidé la cérémonie d'ouverture, ainsi que Sira Diawara Nordmann, invitée d'honneur de cette édition, venue de Genève à la tête d'une importante délégation.

Christine Kaboré a par ailleurs rappelé l'importance du panel organisé lors de la deuxième journée, consacrée au ministère de tutelle. Cette activité a permis de vulgariser la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat et de présenter aux participants les différentes offres proposées par les structures et agences relevant du département.

Avec 167 entreprises exposantes installées sur 131 stands, FACEJ SUGU 5 affiche ainsi une participation significative. Pour les organisateurs, la foire demeure avant tout un outil de mise en relation et de valorisation des initiatives entrepreneuriales.

La clôture de cette cinquième édition ouvre désormais la voie à la consolidation des contacts et opportunités créés pendant les quatre journées. L'enjeu reste de permettre aux jeunes et aux femmes entrepreneurs de transformer leur créativité en entreprises durables, créatrices d'emplois et de valeur pour l'économie malienne.

Karamoko B Kaita

Espace AES : Les experts planchent sur les obstacles au commerce et à l'industrialisation



La deuxième journée de la réunion des experts de la Confédération des États du Sahel (AES), tenue le dimanche 27 septembre 2026 à l'Azalaï Hôtel Salam de Bamako, a placé les enjeux économiques au centre des discussions. Commerce, entrepreneuriat, industrialisation, financement des entreprises et investissement endogène ont fait l'objet d'une session spéciale destinée à identifier les obstacles et à proposer des pistes de solutions adaptées aux réalités du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Modérée par le Directeur général de la Chambre de Commerce du Burkina Faso, cette session a réuni quatre experts autour des principaux défis auxquels sont confrontées les économies de l'espace confédéral.

Les échanges ont notamment porté sur la valorisation des matières premières, l'accompagnement des jeunes entrepreneurs, le financement des entreprises ainsi que les difficultés rencontrées sur les corridors commerciaux. Autant de problématiques considérées comme déterminantes pour renforcer les échanges entre les trois États et favoriser l'émergence d'un espace économique plus intégré.

Plusieurs propositions ont été formulées. Parmi elles figurent la création d'un observatoire du commerce extérieur, la mutualisation des initiatives entrepreneuriales au sein des trois pays et une mobilisation accrue de l'épargne nationale pour financer les projets industriels.

La transformation locale des matières premières a également occupé une place importante dans les discussions. L'objectif évoqué est de favoriser davantage de création de valeur sur place, en développant des capacités industrielles capables de transformer les ressources disponibles dans l'espace AES.

Les experts et participants ont par ailleurs abordé la fiscalité, l'accès au financement, l'énergie et, plus largement, les conditions nécessaires au développement du commerce. Les discussions ont souligné la nécessité de mieux adapter les mécanismes de financement aux besoins réels des entreprises et de renforcer les dispositifs d'accompagnement des entrepreneurs.

La problématique énergétique a également été examinée en raison de son importance pour le développement industriel. Différentes pistes ont été évoquées pour répondre à ce défi, sans que les informations communiquées ne précisent encore les mécanismes qui pourraient être retenus.

Après cette session, les experts ont poursuivi les travaux préparatoires de la réunion ministérielle. Ils se sont penchés sur le rapport des experts, le projet de communiqué final ainsi que la feuille de route consacrée aux obstacles au commerce, à l'industrie, à l'entrepreneuriat et à l'investissement endogène.

Les conclusions ont ensuite été présentées en plénière avant la clôture de la réunion des experts, marquée par les interventions des chefs des délégations du Burkina Faso et du Niger ainsi que celle du Secrétaire général du ministère de l'Industrie et du Commerce du Mali.

Présent durant les deux journées de travaux, le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) a porté les préoccupations du secteur privé et partagé différentes propositions pour accompagner son développement.

Au-delà des constats, l'enjeu sera désormais de traduire les recommandations issues de Bamako en mesures concrètes. Financement endogène, transformation locale, fluidité des corridors et soutien à l'entrepreneuriat apparaissent ainsi comme des leviers essentiels pour renforcer l'intégration économique de l'espace AES.

Moussa Diarra



À LA TRIBUNE DE L'ONU : Abdoulaye Diop décline la nouvelle doctrine du Mali



« Nous n'avons pas d'injonction à recevoir »

À la tribune de la 81e Assemblée générale des Nations Unies, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a livré, lundi 28 septembre 2026, l'un des discours les plus structurants de la diplomatie malienne de ces dernières années. Sécurité, souveraineté, AES, économie, ressources naturelles, intelligence artificielle, migration et réforme de l'ONU : Bamako a voulu présenter au monde sa vision de l'avenir et les principes qui doivent désormais gouverner ses partenariats.

Soixante-six ans jour pour jour après l'admission du Mali aux Nations Unies, Abdoulaye Diop est monté à la tribune pour porter la déclaration du président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta. Une coïncidence historique dont le chef de la diplomatie a fait le point de départ d'un plaidoyer en faveur d'un multilatéralisme profondément réformé.

Pour Bamako, la restauration de la confiance dans les institutions internationales passe par le respect de la souveraineté des États, de leur intégrité territoriale, de la non-ingérence et par une application non sélective du droit international.

Une large partie de l'intervention a été consacrée à la situation sécuritaire au Sahel. Abdoulaye Diop a notamment attribué une partie de la dégradation régionale aux conséquences de l'intervention militaire de l'OTAN en Libye en 2011.



Plus directement, le ministre a renouvelé les accusations du gouvernement malien contre l'Ukraine, que Bamako accuse de soutenir des groupes armés opérant au Sahel. Il a également évoqué les attaques des 25 avril et 4 juillet 2026 comme illustration de la complexité de la menace. Ces accusations constituent la position officielle défendue par les autorités maliennes.

Face à cette situation, Abdoulaye Diop a présenté la Confédération AES comme une réponse stratégique du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Il a réaffirmé la poursuite de la coopération sécuritaire au sein de la Force unifiée de l'AES et avec la Russie.

Mais le message adressé aux autres partenaires reste celui de l'ouverture, assortie de conditions : respect de la souveraineté, des choix stratégiques et des intérêts des populations.

« Nous n'avons pas d'injonction à recevoir », a martelé le ministre.

Au-delà de la sécurité, le discours comporte un important volet économique. Pour Abdoulaye Diop, la souveraineté doit aussi signifier la maîtrise des choix économiques, la valorisation des ressources naturelles et le développement d'une économie productive.

Le ministre a défendu la Vision Mali Kura 2063 et la SNEDD 2024-2033, tout en développant une conviction : l'aide internationale ne peut, à elle seule, financer le développement africain.

Le Mali et ses partenaires de l'AES entendent donc mobiliser davantage leurs ressources internes, développer de nouveaux mécanismes de financement, transformer localement leurs matières premières et investir dans la jeunesse.

Cette recherche d'autonomie s'étend désormais au numérique. Abdoulaye Diop a fait de la maîtrise de l'intelligence artificielle, de la formation, de la recherche et des infrastructures technologiques un nouvel enjeu de souveraineté.

Enfin, Bamako demande une réforme profonde des Nations Unies et une meilleure représentation de l'Afrique dans les instances internationales. Cette question a largement traversé le débat général de la 81e session, dont la présidence a elle-même souligné la sous-représentation persistante de l'Afrique au Conseil de sécurité.

À New York, le message malien aura donc dépassé la seule dénonciation des menaces sécuritaires. Le Mali revendique une autonomie stratégique qui associe défense, économie, diplomatie et technologie.

La doctrine exposée par Abdoulaye Diop peut se résumer ainsi : coopérer avec le monde, oui, mais sans renoncer à décider pour soi-même. Pour Bamako, c'est désormais à cette condition que devront se construire ses partenariats dans un ordre international qu'il considère en pleine recomposition.

Yacouba Ongoiba



Fête de l'Indépendance : Abdoulaye Diop communie avec la diaspora malienne à New York



En marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a célébré, le dimanche 27 septembre 2026 à New York, le 66e anniversaire de l'accession du Mali à l'indépendance avec ses compatriotes établis dans la métropole américaine. Une rencontre placée sous le signe de la fraternité, du patriotisme et de la mobilisation de la diaspora autour des défis auxquels le pays est confronté.

Célébrée en différé, la fête nationale du 22 septembre a constitué un moment de communion entre la délégation malienne présente à New York et la communauté malienne locale. Autour de prestations musicales, d'activités culturelles et du football, les participants ont célébré l'accession du Mali à la souveraineté internationale dans une ambiance de convivialité.

Plusieurs responsables et leaders des mouvements associatifs maliens de New York ont pris part à la manifestation. Au-delà de son caractère festif, la rencontre a permis aux différentes composantes de la diaspora de réaffirmer leur unité, leur solidarité et leur ambition de contribuer à l'émergence et au développement durable du Mali.

Prenant la parole devant ses compatriotes, Abdoulaye Diop est revenu sur la situation que traverse actuellement le pays. Le chef de la diplomatie malienne a évoqué des « adversités multiformes », dans un contexte marqué notamment par le terrorisme. Il a réitéré la position des autorités maliennes selon laquelle les groupes terroristes bénéficieraient du soutien de « sponsors étatiques étrangers » ayant pour objectif de déstabiliser le Mali.

Face à ce qu'il a présenté comme des défis existentiels, le ministre a mis en avant les efforts engagés par les autorités dans la sécurisation du territoire national et la poursuite du développement du pays. Il a également souligné la place de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) dans la stratégie de coopération régionale portée par Bamako.

Abdoulaye Diop a, par ailleurs, salué la contribution des Maliens établis à New York au développement socio-économique national. Il a assuré que les préoccupations des Maliens vivant à l'extérieur demeurent au cœur de l'agenda gouvernemental.

Cette célébration a ainsi offert à la diaspora l'occasion de renouveler son engagement en faveur de la construction nationale. Les Maliens de New York ont exprimé leur volonté de continuer à contribuer au développement de leur pays d'origine, tout en œuvrant à la promotion de son image à l'étranger.

Dans un contexte international marqué par de profondes recompositions, Bamako entend ainsi faire de sa diaspora un acteur du développement et du rayonnement du Mali au-delà de ses frontières. La rencontre de New York aura permis de rappeler que, malgré la distance, la communauté malienne établie à l'étranger entend conserver un lien étroit avec la Nation et participer à son avenir.

Arouna Sidibé



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Mois du Tourisme 2026 : Le Mali mise sur le tourisme interne pour dynamiser les économies locales



Après un mois d'activités organisées à travers les différentes régions du pays, le Mali s'apprête à clôturer, le mercredi 30 septembre 2026 à Bamako, le Mois du Tourisme. Initiée par le ministère en charge du Tourisme, cette première initiative vise notamment à promouvoir le tourisme interne, à valoriser la destination Mali et à renforcer la contribution du secteur au développement des économies locales.

Célébré durant tout le mois de septembre, le Mois du Tourisme s'inscrit dans le cadre du programme « Les Maliens visitent le Mali ». L'ambition affichée est d'inciter davantage de citoyens à découvrir les richesses touristiques, historiques et culturelles de leur propre pays.

L'initiative s'inscrit également, selon le département en charge du Tourisme, dans la vision du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, visant à promouvoir le tourisme interne et la destination Mali, à restaurer l'image du pays à l'international et à contribuer à la revitalisation culturelle des territoires.

L'édition 2026 a été placée sous le thème : « Le tourisme interne, vecteur de promotion de l'économie locale et de renforcement du patriotisme ». Une orientation qui établit un lien entre culture, tourisme, développement économique et patriotisme.

En encourageant les déplacements touristiques à l'intérieur du territoire national, les autorités entendent également stimuler les activités économiques qui gravitent autour du secteur. Hébergement, restauration, artisanat, transport et activités culturelles figurent parmi les domaines susceptibles de bénéficier d'une augmentation de la fréquentation des destinations nationales.

Après les différentes activités organisées dans les régions pendant le mois de septembre, le rendez-vous est désormais pris pour la cérémonie officielle de clôture.

Elle se tiendra le mercredi 30 septembre 2026, à partir de 16 heures, à l'espace Zèmèba du Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako.

Cette clôture devrait ainsi constituer un nouveau temps fort pour promouvoir un tourisme de proximité et encourager les Maliens à redécouvrir leur patrimoine, tout en soutenant les économies locales.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Liberia : Joseph Boakai appelle la diaspora à passer « du dialogue à l'action »



Le président libérien Joseph Nyuma Boakai Sr. appelle ses compatriotes établis à l'étranger à jouer un rôle accru dans la transformation économique et sociale du Liberia. S'exprimant, le samedi 26 septembre 2026, lors de la deuxième Conférence annuelle de la diaspora à Alexandria, en Virginie, aux États-Unis, le chef de l'État a invité les Libériens de l'extérieur à transformer leurs engagements en actions concrètes en faveur du développement national.

Placée sous le thème « Du dialogue à la livraison : mobiliser la diaspora libérienne pour une transformation nationale », la rencontre a permis au président Boakai de présenter la diaspora comme un partenaire important pour l'avenir du pays.

Selon lui, les Libériens vivant à l'étranger disposent de compétences, de connaissances, de ressources financières et de réseaux susceptibles de contribuer davantage au développement de leur pays d'origine.

Le président a ainsi encouragé la diaspora à aller au-delà des transferts d'argent traditionnellement envoyés aux familles. Il souhaite notamment voir ses compatriotes investir au Liberia, transférer leurs compétences, accompagner les jeunes, soutenir les institutions et développer des partenariats capables de créer des emplois et des opportunités économiques.

Joseph Boakai a également plaidé pour une meilleure coordination entre les différentes organisations de la diaspora et pour un recensement plus efficace des compétences et expertises disponibles à l'étranger.

Au-delà des questions économiques, le président libérien a lancé un appel à l'unité. Malgré les divergences politiques ou autres, a-t-il souligné, chaque Libérien peut contribuer à la construction nationale.

Le gouvernement, a-t-il assuré, entend poursuivre ses efforts pour créer un environnement favorable aux investissements de la diaspora, au retour des compétences et au partage d'expertise.

L'ambition affichée est désormais de traduire les discussions et engagements en projets produisant des résultats mesurables.

« Dans tout ce que nous faisons, pensons toujours à la Libérie, aimons la Libérie et construisons ensemble la Libérie », a déclaré Joseph Boakai, résumant ainsi son appel à une mobilisation collective autour du développement national.

Arouna Sidibé

Soudan du Sud : Les femmes de l'État des Lacs interpellent les autorités sur leurs préoccupations



Une délégation représentant des organisations féminines de l'État des Lacs, au Soudan du Sud, a effectué une visite de courtoisie auprès de la nouvelle Directrice générale de la Direction de l'état civil, de la nationalité, des passeports et de l'immigration, la Lieutenante-générale Achol Cyier Rehan. Cette rencontre, tenue à Juba, a permis aux participantes de porter plusieurs préoccupations concernant les femmes à l'approche des prochaines élections générales.

La Lieutenante-générale Achol Cyier Rehan a accueilli la délégation dans son bureau et salué cette démarche visant à renforcer les échanges entre les responsables nationaux et les communautés au niveau local.

S'exprimant devant les médias à l'issue de la rencontre, la Directrice générale a indiqué que les représentantes des femmes de l'État des Lacs avaient notamment adressé une invitation à la Première dame du Soudan du Sud, Mary Ayen Mayardit.

Les femmes souhaitent que la Première dame effectue une visite dans leur État avant les prochaines élections générales. L'objectif serait de lui permettre de constater directement les difficultés socio-économiques et sécuritaires auxquelles les femmes de la région sont confrontées.

Selon la délégation, une telle visite offrirait également un cadre privilégié pour attirer l'attention des autorités sur plusieurs préoccupations majeures.

Parmi celles-ci figurent la participation des femmes à la vie politique, leur autonomisation économique ainsi que l'amélioration de leur accès aux services publics essentiels. Ces questions revêtent une importance particulière à l'approche de la période électorale.

À travers cette démarche, les organisations féminines de l'État des Lacs entendent donc renforcer le dialogue avec les institutions nationales et obtenir une meilleure prise en compte des réalités vécues par les femmes dans les politiques publiques.

La rencontre avec la Lieutenante-générale Achol Cyier Rehan apparaît ainsi comme une occasion pour ces organisations de faire remonter leurs préoccupations auprès des autorités nationales et de plaider pour une participation accrue des femmes au développement et à la vie publique du Soudan du Sud.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Championnat national de volley-ball 2026 : L'USFAS réalise le doublé



L'Union Sportive des Forces Armées et de Sécurité (USFAS) a réalisé une remarquable performance en remportant les titres masculin et féminin du Championnat national de volley-ball 2026. Les deux finales, disputées le dimanche 27 septembre dans la salle Mahamane Alassane Haïdara du stade du 26-Mars, ont consacré la domination des équipes de l'USFAS au terme d'une semaine de compétition.

Organisée du 20 au 27 septembre, l'édition 2026 des championnats nationaux a connu son épilogue avec deux finales particulièrement attendues.

Chez les messieurs, l'USFAS a dû batailler jusqu'au bout face à l'AS 1008 Logements. Dans une rencontre très disputée, les deux formations se sont rendu coup pour coup avant que les militaires ne finissent par faire la différence. L'USFAS s'est finalement imposée sur le score de 3 sets à 2, décrochant ainsi le titre national.

La finale féminine a également souri aux couleurs de l'USFAS. Opposées au CFVD, les joueuses des Forces Armées et de Sécurité ont maîtrisé leur confrontation pour s'imposer 3 sets à 1. Une victoire qui leur permet de compléter le doublé réalisé par le club lors de cette édition.

Derrière les nouveaux champions, la lutte pour les places d'honneur a également livré son verdict. Chez les hommes, l'AS Commune V s'est adjugé la troisième place et complète ainsi le podium masculin.

Dans la catégorie féminine, l'AS 1008 Logements a décroché la médaille de bronze, après avoir également vu son équipe masculine atteindre la finale.

Avec deux trophées remportés le même jour, l'USFAS sort grande gagnante du Championnat national de volley-ball 2026. Ce doublé vient couronner les performances de ses équipes masculine et féminine et confirmer la place importante du club sur la scène nationale.

La salle Mahamane Alassane Haïdara du stade du 26-Mars aura ainsi été, durant huit jours, le théâtre d'une compétition qui a permis aux différentes formations engagées de se mesurer pour la suprématie du volley-ball malien.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com